

Patrick Mignard
est maître
de conférences
en économie
IUT – Université
Toulouse 3.

Par Patrick Mignard

JOB : la lutte finale ?



Jeudi 15 février,
route de Blagnac.

● Ph. E. Grimault

L'entreprise JOB est doublement exemplaire : d'une part par la combativité exceptionnelle de ses salariés qui en a fait une entreprise phare de la région durant des décennies, mais aussi par ce qui est en train de lui arriver, sa liquidation. Elle vit aujourd'hui ce qu'ont vécu des dizaines d'entreprises en France et dans le monde, le sacrifice sur l'autel de la loi du marché.

La sidérurgie, les houillères, la chimie, une bonne partie du textile et de la construction navale, l'automobile... Toutes ces branches ont subi cette loi : licenciements massifs et, pour certaines, liquidation pure et simple. Ces branches qui structuraient économiquement des villes et même des régions ont disparu après de longues luttes salariales. Rien n'y a fait, ni les grèves, ni les occupations, ni les manifestations et autres délégations auprès des pouvoirs publics. L'outil

de travail, le savoir faire, l'expérience n'ont jamais été, dans une économie de marché, le patrimoine, la propriété de celles et ceux qui travaillent. La marque JOB n'appartient même plus au site de Toulouse. C'est une vérité terrible à dire, mais c'est le principe du fonctionnement de notre système économique. Ce que produisent les salariés n'a pas de valeur en soi, mais seulement au regard des actionnaires qui investissent du capital et qui sont, eux, de fait et de droit, propriétaires de ces richesses. Une direction ne négocie que ce qui est, à ses yeux, négociable (salaires, conditions de travail, primes, congés...), elle ne négociera jamais sur ce qui est essentiel pour les actionnaires : les conditions de la valorisation de leurs placements.

L'entreprise JOB qui a subi durant toute son existence, comme toutes les entreprises, cette loi, a pu fonctionner tant que des actionnaires y ont trouvé leur compte. Dès l'instant que l'entreprise n'a plus représenté un lieu de valorisation suffisante du capital, ou qu'il était plus intéressant de produire les mêmes choses ailleurs, c'en était fait de son existence. Cette situation est d'une affligeante banalité au regard de l'ensemble du système.

La solution est-elle dans les mains d'un « repreneur » ? Probablement et c'est même l'unique solution, si l'on excepte évidemment la reprim-

se en mains par les salariés eux-mêmes sur le modèle LIP en 1973 ce qui créerait une situation nouvelle. Le seul problème c'est que, quel que soit le repreneur, il va se livrer, avant toute reprise, à un calcul économique de rentabilité, d'étude de marché, comme tous ceux qui ont déjà dit non.

Les JOB se sentent isolés et oubliés. Je pense qu'en effet ils le sont. Les politiques donnent l'illusion de les soutenir, et encore, mais que peuvent-ils concrètement faire eux qui gèrent politiquement ce système... A ce que je sache aucun, ni à droite, ni à gauche n'a remis en question l'économie de marché et ses principes de fonctionnement. La seule chose qu'ils peuvent faire c'est d'accompagner en douceur la liquidation par des mesures d'aides financières, aider à l'élaboration d'un « plan social » qui est en fait un acte de décès de l'entreprise... Mais ils ne feront pas plus et joueront « profil bas » pendant la campagne électorale.

Hier c'était Vilvoorde et Michelin, aujourd'hui c'est JOB, demain d'autres entreprises subiront le même sort et ce tant que ce système fonctionnera. Le problème n'est pas gestionnaire ou économique, il est essentiellement politique, c'est toute la question de la place de l'homme dans la société. L'homme au service de l'économie ou l'économie au service de l'homme ?

Vos coups de
cœur ou de
gueule,
vos réflexions,
vos opinions,
les tribunes de
Forum accueillent
vos points de
vue.

TOUT TOULOUSE